

TRANSPORTS À MILA

Un secteur au creux de la vague

Obsolète, est le moins qu'on puisse dire sur un secteur qui navigue à vue et qui végète dans une anarchie indescriptible et une gabegie qui ne semble pas connaître de limites !

Telle est la situation du secteur des transports à Mila, l'une des rares villes, chef-lieu de wilaya, à ne pas disposer ne serait-ce que d'un semblant de gare routière où ni les transporteurs, encore moins les voyageurs, ne peuvent jouir d'un minimum de conditions d'accueil et de commodités, dans leurs « périlleux » déplacements à partir de ce sinistre endroit, clochardisé à outrance et où on rackette plutôt qu'on gère un espace public, conformément à un cahier des charges !

En effet et depuis le temps que les uns et les autres dénoncent cette situation intenable, il se trouve que le seul bénéficiaire de ce lieu plus que douteux reste, évidemment, l'adjudicateur, qui n'en fait qu'à sa tête en imposant son diktat sans aucune contrepartie, ni une quelconque amélioration des conditions de travail et de prise en char-

ge. Le sit-in organisé en fin de semaine par les transporteurs de la ligne Mila/Beinen, devant le siège de la Wilaya, et qui a abouti à une réunion entre les représentants de ces derniers, des responsables de la Direction des transports ainsi que les autorités locales, menées par le chef de daïra de Mila, est la preuve de cette inquiétante débâcle ! Lors de cette réunion, le chef de daïra a tenu à recadrer l'adjudicateur et à l'obliger à respecter le cahier des charges (enfin, peut-on dire !).

Lui (l'adjudicateur) qui imposait à tout transporteur de payer, par anticipation et sur plusieurs jours, tous les accès à ce « lugubre » endroit, y compris les jours de repos, d'intempéries et même de pannes, chose que les propriétaires de bus ont catégoriquement refusé, d'où ce bras de fer qui a finalement penché en leur faveur ! Ceci n'est



normé d'aspect architectural, de sécurité, de confort et de gestion. Démunis de quais et de commodités, ces espaces découverts s'apparentent beaucoup plus à des terrains vagues qu'à de véritables structures spécialisées.

Envahies d'ordures, certaines aires de stationnement, comme celle de la ville de Mila, sont utilisées par des entreprises de travaux publics comme dépotoir de terre et de gravats.

Alors que dans certaines autres, à l'image de celles de Ferdjiousa, les transporteurs n'ont pas où garer et sont, de ce fait, obligés d'empiéter sur les rues adjacentes, au grand dam de la fluidité de la circulation. Gérés par des adjudicateurs mus par le gain facile, ces espaces sont régulièrement le théâtre de tiraillements, voire à des antagonismes entre le gérant et les propriétaires de bus ; des problèmes qui dégénèrent le plus souvent en grèves, faisant du petit citoyen lambda, le seul, l'unique dindon de la farce !

A. M'haimoud

Photo : DR

que la partie visible de ce grand iceberg fait de gabegie et d'anarchie chronique, dans un secteur qualifié par le wali précédent, monsieur Madani Fouatih Abderrahmane, « d'obsolète et où tout est à faire ou à refaire, de A à Z, autrement dit, dans sa forme et son organisation actuelles, il serait

abusif et incongru de parler d'un secteur des transports à Mila ». Malheureusement depuis, rien n'a changé, bien au contraire !

A signaler que les 2 400 bus et les 1 040 taxis que compte la wilaya continuent d'exploiter des aires de stationnement qui ne répondent pratiquement à aucune

RELIZANE

6950 jeunes
placés par l'ANEM

Le nombre de personnes sans emploi placées en 2016 par l'antenne locale de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) de la wilaya de Relizane a augmenté de 10 % par rapport à 2015, a indiqué le directeur de cette agence, Cherif Fellague Abdelkader.

Ce responsable a précisé, dans une déclaration à notre journal, que le nombre de chômeurs ayant trouvé un emploi par l'entremise de l'Anem de Relizane a atteint, l'année dernière, 24 100 personnes contre 22 000 durant l'année précédente. 6950 placements ordinaires ont été faits durant la même période répartis comme suit : pour le BTPH 1 861, pour les services 3 604 et pour l'agriculture 167 placements. Pour ce qui est du DAIP le nombre est de 564.

La création de nouvelles entreprises économiques, en particulier dans les secteurs de l'industrie et du BTPH (bâtiment-travaux publics hydraulique), et l'extension de plusieurs sociétés pharmaceutiques ont favorisé cette hausse du nombre de placements.

Soulignant « l'apport déterminant des campagnes de sensibilisation destinées aux jeunes personnes sans emploi », M. Cherif Fellague a affirmé que tous les placements ont été effectués « dans une totale transparence ».

Le même responsable a également soutenu que l'Anem de Relizane « veille à orienter le mieux possible les demandeurs d'emploi afin de leur offrir les meilleures conditions d'une intégration réussie dans le monde du travail, après la mise en place d'une cellule chargée d'étudier les dossiers en fonction des profils des uns et des autres ».

Il est à signaler 16 300 visites de prospection soldées par la collecte de 7476 offres d'emploi, soit une évolution par rapport à l'année dernière, et 34 ateliers d'accompagnement de demandeurs d'emploi.

A. Rahmane

TIPASA

Les praticiens en conclave

En marge de la journée d'information et de sensibilisation qui a traité des arrêts de travail de complaisance, et qui s'est déroulée récemment au sein de la salle de conférences de la wilaya de Tipasa, ce fut M. Selmi Younes, un cadre représentant la Direction de la Santé (DSP) de Tipasa qui a établi des statistiques éloquentes par établissement et par corps où furent démentées des données médicales avec des prévalences et le recours aux arrêts de travail.

Cependant, ce fut le Dr Ramdani, un médecin légiste, qui présenta un exposé redoutable et effrayant à l'appui d'un arsenal juridique visant à dissuader la complaisance en matière de délivrance des arrêts de travail. Cet arsenal juridique qui comprenait le code civil, le code pénal, le code de la déontologie médicale et le code de la santé furent autant d'arguments légaux dédiés aux praticiens du secteur public ou privé.

Ainsi l'orateur précisa l'aspect médico-légal des arrêts de travail et la responsabilité des médecins, en disant « les certificats médicaux sont des actes destinés à constater des faits d'ordre médical » en ajoutant « les certificats arrêts maladie, accidents de travail et maladie positionnelle sont des certificats dépendants de la législation sociale ».

A ce titre, M^{me} Ramdani précisera que les certificats d'arrêts de travail comprennent un certificat initial, un certificat de prolongation et un certificat de guérison ou de consolidation (reprise de travail), en ajoutant que « le certificat d'ordre social, engendre la même responsabilité pour les médecins que pour les autres certificats d'ordre juridique et obli-

gatoire » Quant au droit et au rôle du médecin, ce dernier apprécie s'il y'a lieu ou non de délivrer le certificat qui lui est demandé ou de rejeter les demandes abusives, dira Mme Ramdani, en ajoutant « le médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit ; le médecin est libre de la

prescription qu'il estime la plus appropriée en la circonstance et dans toute la mesure compatible avec l'efficacité des soins et sans négliger son devoir d'assistance morale, devant limiter ses prescriptions et ses actes à ce qui est nécessaire », en avertissant que ce document engage la responsabilité du médecin, et en précisant que « le médecin examine le patient en s'attachant à ce que le certificat descriptif mentionne sur le registre les signes cliniques qui sont une preuve que le médecin a pris en charge le patient et qu'il l'a soigné ».

Les orientations du Dr Ramdani à ce titre sont redoutables ! elle dira à cet effet « il est interdit à tout médecin dans

l'exercice de ses fonctions de certifier faussement et sciemment pour favoriser ou nuire délibérément à une personne physique ou morale », en précisant que « la délivrance d'un rapport tendancieux ou d'un certificat de complaisance est interdite ; sans céder à aucune demande abusive des malades, le médecin s'efforcera de leur faciliter l'obtention d'aménagements auxquels leur état de santé leur donne droit ; les faux certificats médicaux engagent la responsabilité pénale du médecin, dans le cas ou volontairement, ou par négligence, voire par imprudence, il rédige un certificat d'arrêt de travail non conforme à la réalité »

Houari Larbi

BLIDA

Formation de la première promotion
des cadres des collectivités locales

C'est hier matin qu'a été lancée la formation de la première promotion des cadres du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à l'université Ali-Lounici d'El-Affroun, dans la wilaya de Blida.

Cette formation, qui fait suite à la convention signée, il y a deux mois, entre le ministère de l'Intérieur et l'Université d'El-Affroun, concerne 210 cadres sur les 5 200 prévus pour les 1 541 communes du pays. Ces 210 cadres vont suivre une formation

qui s'étalera sur 7 mois à raison d'une semaine par mois.

Le but de cette formation, apprend-on, est de consolider une étroite collaboration entre les deux institutions dans le domaine de la recherche cognitive en vue de mettre en exergue un programme visant à rehausser le rôle de l'administration pour un développement socio-économique durable. C'est ainsi qu'il a été établi une formation se basant sur la pratique qui permettra aux cadres d'obtenir les outils nécessaires afin qu'ils accomplissent dûment leurs missions administratives. Il est à

souligner que ces cadres suivront dans leur cursus une formation axée sur la législation, les conflits administratifs, la loi sur le foncier, la gestion des biens communaux, les finances et l'impôt. Tout comme ils apprendront les principes des statistiques et la rédaction des rapports et autres correspondances administratives. Enfin, cette formation sera sanctionnée d'une attestation de formation signée conjointement par l'Université d'El-Affroun et la Direction générale des ressources humaines du ministère de l'Intérieur.

M. B.